

(4)
(N° 132)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 MARS 1920.

Proposition de loi créant une Commission parlementaire des économies.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Avant la guerre les charges budgétaires croissaient lentement, on pouvait critiquer certaines mesures, trouver que le système fiscal était peu adapté aux exigences du développement économique, mais cependant l'ensemble des ressources des citoyens n'étaient pas l'objet de prélèvements trop élevés.

Aujourd'hui, après cinq années de perturbations profondes qui ont amené des ruines et des dévastations sans nom, qui ont bouleversé complètement l'économie du pays, les charges les plus lourdes vont peser sur les individus, les familles et sur les différentes branches de l'activité nationale.

Certes, le paiement de l'impôt est un devoir social auquel le pays ne se soustraira pas. Il veut que la Belgique renaisse de ses cendres plus grande, plus forte, plus puissante qu'elle ne le fut dans le passé. Il sait que la guerre a amené des dénivellations, des changements de situations tellement radicaux qu'ils appellent un nouvel ordre de choses. Quoique prêt à tous les sacrifices, encore faut-il que ceux-ci soient réduits au strict minimum : son patriotisme fiscal ne doit pas être sollicité inutilement. Les finances de l'État doivent être gérées avec une parcimonie rigoureuse, leur utilisation doit être exactement adéquate aux besoins et aux nécessités, car l'effort de la guerre a épuisé les réserves générales accumulées par le labeur d'une longue période de paix.

Le passage de l'état de guerre à l'état de paix crée une ère de difficultés aiguës telle, que pour en triompher les collectivités sont obligées de rassembler toutes leurs forces, tous leurs moyens.

Il faut de la bonne volonté partout, le concours de toutes les énergies, de toutes les compétences, et la coordination de tous les efforts pour arriver

à faire prospérer le pays dans un régime d'économies, à lui imposer un minimum de taxations avec un maximum de rendement.

A ce point de vue, la constitution d'une *Commission parlementaire des économies* se justifierait pleinement. Le contrôle constant des dépenses de l'État, gérant des intérêts de la Nation, n'est-il pas le premier et le plus essentiel des devoirs du Parlement?

*
*
*

Déjà le 14 mai dernier, l'attention de M. le Premier Ministre avait été attirée sur la nécessité d'une collaboration plus étroite, plus effective et plus réelle entre le Gouvernement et la Chambre pour en arriver à comprimer les dépenses inscrites aux différents budgets dont les chiffres gonflent dans des proportions vraiment inquiétantes comparativement à ceux de 1914.

L'honorable Chef du Cabinet fut interrogé dans les termes suivants :

« Il résulte du communiqué à la presse, rédigé à la suite du Conseil de » Cabinet tenu le 10 mai, qu'en égard aux besoins de trésorerie auxquels » le pays a à faire face et au manque de ressources immédiates, l'avis a été » admis qu'un programme d'économies s'imposait dans tous les domaines » et qu'un appel a été adressé à tous les Ministres pour qu'ils n'engagent » que les dépenses strictement nécessaires, en ajournant tout ce qui n'est » pas d'une utilité indispensable immédiate.

» M. le Premier Ministre s'inspirant de ce qui existe à la Chambre des » Députés de France, ne croit-il pas devoir proposer la constitution d'une » « Commission parlementaire des économies ».

» Je me permets de faire observer qu'en France, la Commission des » économies a rendu des services signalés dans l'accomplissement de la » tâche qui est assignée à ses membres. »

Il fit à cette question une réponse libellée comme suit :

« J'ai récemment chargé le Comité du budget, institué par arrêté royal » du 7 mars dernier (*Moniteur* du 15), de faire une révision approfondie » du projet de budget, spécialement au point de vue de la recherche des » économies possibles. Ce sera là, on ne doit pas se le dissimuler, une étude » complexe et de longue haleine; elle amènera sans doute des questions » organiques à étudier par les Départements qu'elles intéresseront, car ce » n'est, semble-t-il, que par des mesures plus ou moins radicales touchant » le fond même des choses que l'on peut aboutir à des réductions impor- » tantes de dépenses.

» Si la Chambre manifestait le désir de voir instituer une Commission » parlementaire des économies, le Gouvernement n'y ferait pas opposition; » seulement, je doute que cette Commission puisse, sans études préliminaires » faites par l'Administration, entreprendre utilement la tâche envisagée. »

Il résulte donc des déclarations de l'honorable M. Delacroix que le Gouvernement a été lui-même frappé de l'accroissement formidable des dépenses

budgétaires, qu'il s'est préoccupé de la recherche de toutes les économies possibles en constituant un organisme interministériel chargé de les proposer et que sous certaines réserves, portant uniquement sur le rendement immédiat des travaux de la Commission parlementaire des économies proposées, il ne formule aucune objection de principe de sa création.

* * *

Les auteurs de la présente proposition de loi ne veulent pas que l'organisme qu'ils vous convient à constituer devienne une espèce de Parlement dans le Parlement. Il convient cependant de ne pas enfermer l'activité de ses membres dans un cercle trop étroit et de les mettre dans l'incapacité matérielle de remplir d'une façon nécessaire et raisonnable la tâche qui leur incombera.

Les membres de la Commission des économies doivent avoir des pouvoirs d'enquête, être à même de procéder à des investigations, soit sur pièces dans les Ministères et dans les Administrations tant à Bruxelles qu'en province, soit en procédant à des enquêtes sur place ou encore en faisant comparaître devant eux pour interrogation et explication.

La Chambre, chaque fois qu'il échet, sera saisie des résultats des travaux des études de la Commission des économies, et cela sous forme de rapport détaillé et motivé.

MESSIEURS,

Vous estimerez sans doute unanimement que la Commission des économies constituée telle qu'elle est caractérisée dans la proposition de loi qui vous est soumise répond à une nécessité urgente.

Elle groupera et coordonnera les efforts de ceux qui, imbus des principes d'intérêt général, ont le souci d'utiliser les disponibilités et les ressources de l'État en évitant autant que possible les défauts d'organisation, les faiblesses de gestion et les gaspillages.

MAURICE CRICK.

**Proposition de loi créant une
Commission parlementaire des
économies.**

ARTICLE PREMIER.

Il est constitué au sein de la Chambre des Représentants une Commission permanente de vingt membres qui portera le titre de « Commission des économies ».

ART. 2.

La Commission des économies a les pouvoirs d'investigation les plus étendus soit sur pièces, soit par des enquêtes écrites ou verbales.

ART. 3.

La durée du mandat des membres de la Commission des économies est de quatre ans.

ART. 4.

Ils sont nommés au scrutin secret et à la simple majorité des suffrages exprimés à l'une des premières séances suivant l'ouverture de la session ordinaire de la Chambre des Représentants.

ART. 5.

Par dérogation à l'article 4, les membres de la Commission des économies seront nommés pour la première fois dès la promulgation de la présente loi.

**Wetsvoorstel tot instelling eener
Parlementaire Bezuinigings-
commissie.**

EERSTE ARTIKEL.

In den schoot van de Kamer der Volksvertegenwoordigers wordt, onder benaming van « Bezuinigingscommissie », eene bestendige commissie van twintig leden ingesteld.

ART. 2.

Aan de Bezuinigingscommissie worden de meest uitgestrekte bevoegdheden toegekend tot opzoeken, hetzij in stukken, hetzij bij wijze van schriftelijk of mondeling onderzoek.

ART. 3.

De duur van het lidmaatschap der Bezuinigingscommissie bedraagt vier jaar.

ART. 4.

De leden worden bij geheime stemming en bij enkele meerderheid van stemmen benoemd op eene der eerste vergaderingen na de opening van het gewoon zittingsjaar van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ART. 5.

Met afwijking van artikel 4, worden de leden van de Bezuinigingscommissie voor de eerste maal benoemd dadelijk na de afkondiging dezer wet.

MAURICE CRICK.

H. CARTON DE WIART.

L. BERTRAND.

JOS. BOLOGNE.

LIONEL PUSSEMIER.

ALBERT DEVÈZE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 MAART 1920.

Wetsvoorstel tot instelling eener Parlementaire Bezuinigingscommissie.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Vóór den oorlog namen de begrootingslasten geleidelijk toe. Men kon zekere maatregelen beknipten, men kon oordeelen dat het fiscaal stelsel weinig paste bij de eischen van de economische ontwikkeling. De gezamenlijke geldmiddelen der ingezetenen werden echter niet te zwaar belast.

Thans, na vijf jaar van de diepste ontredde, die onnoemelijke puinen en verwoestingen hebben medegebracht, die de economie van het land geheel hebben overhoop geworpen, zullen de zwaarste lasten drukken op de personen, op de gezinnen en op de verschillende takken van 's lands bedrijvigheid.

Zeker, de betaling van de belasting is een sociale plicht waaraan het land zich niet zal onttrekken. Het wil dat België herrijze uit zijn puinen, groot, sterker, machtiger dan het in het verleden was. Het weet dat de oorlog veel storing heeft veroorzaakt, veel toestanden zoo diep heeft veranderd dat zij eene nieuwe regeling eischen. Al is het bereid tot alle opofferingen, toch moeten deze beperkt blijven tot het streng noodzakelijke: inzake fiscus mag op zijn vaderlandsliefde niet nutteloos worden beroep gedaan. De Staatsfinanciën moeten met de uiterste zuinigheid beheerd worden, het gebruik er van moet nauwkeurig worden aangepast aan de behoeften en noodwendigheden, want de inspanning, door den oorlog geëischt, heeft de algemeene hulpbronnen, vrucht van den arbeid eener lange vredesperiode, uitgeput.

Door den overgang van den staat van oorlog naar den staat van vrede ontstaat een tijdperk van zware moeilijkheden, zoodanig dat, om deze te boven te komen, elke gemeenschap verplicht is al hare krachten en al hare hulpmiddelen te vereenigen.

Overall worden vereischt goede wil, de medehulp van aller inspanning en aller bevoegdheid, de samenwerking van alle pogingen om de welvaart van het land te verzekeren door de meeste bezuiniging, om het een minimum van belastingen op te leggen met een maximum van opbrengst. Van dit standpunt uit zou de instelling van eene *parlementaire bezuinigingscommissie* ten volle gebillijkt zijn. Is overigens de voortdurende contrôle der uitgaven van den Staat, beheerder van de belangen der Natie, niet de eerste en hoofdzakelijkste plicht van het Parlement?

*
* * *

Reeds op 14 Mei laatstleden werd de aandacht van den Eersten Minister gevestigd op de noodzakelijkheid eener nauwere, meer doelmatige en werkelijke samenwerking tusschen Regeering en Kamer om te komen tot eene inkrimping der uitgaven uitgetrokken op de verschillende begrootingen, waarvan de cijfers stijgen in waarlijk onrustbarende verhoudingen vergeleken bij deze van 1914.

Tot het achtbaar Kabinetshoofd werd de volgende vraag gericht :

« Uit de inlichtingen, aan de dagbladen na den Kabinetsraad van 10 Mei » verstrekt, blijkt dat, met het oog op de behoeften, die 's lands Thesaurie » bestrijden moet, en op het gebrek aan onmiddellijke inkomsten, de meening » werd uitgebracht dat bezuiniging noodzakelijk was op elk gebied en » dat bijgevolg een beroep werd gedaan op alle ministers om slechts de » volstrekt noodzakelijke uitgaven te doen en al wat niet onmiddellijk onontbeerlijk is uit te stellen.

» Is de Eerste Minister, steunend op wat er bestaat in de Fransche » Kamer der Afgevaardigden, niet van meening dat het noodig is eene » « Parlementaire Bezuinigingscommissie » in te stellen?

» Ik ben zoo vrij er op te wijzen, dat dergelijke Commissie in Frankrijk » uitnemende diensten heeft bewezen bij het vervullen van de aan hare » leden opgelegde taak. »

Daarop antwoordde hij als volgt :

« Onlangs heb ik het begrootingscomiteit, ingesteld bij koninklijk besluit » van 7 Maart jongstleden (*Staatsblad* van 15 Maart), belast met de grondige herziening van het ontwerp van begrooting, vooral met het oog op » de mogelijke besparingen. Het valt niet te betwijfelen dat zulks een langdurend en ingewikkeld onderzoek vergen zal: ongetwijfeld zal dit aanleiding » geven tot vraagstukken van inrichting, door de betrokken ministeriën in te studeeren; want, naar het schijnt, kunnen geene besparingen » van belang worden verwezenlijkt dan door middel van min of meer » radicale maatregelen die den grond der zaken aanraken.

» Mocht de Kamer het verlangen uitdrukken eene Parlementaire Bezuinigingscommissie tot stand te brengen, dan zal de Regeering er zich nie

» tegen verzetten; ik twijfel echter of die commissie de beoogde taak op
 » nuttige wijze kan aanvatten, indien het bestuur de zaak niet vooraf heeft
 » ingestudeerd. »

Uit de verklaringen van den achtbaren heer Delacroix blijkt dus dat de Regeering zelf is getroffen geworden door den reusachtigen aangroei der begrootingslasten, dat zij er zich op toelagde elke mogelijke besparing op te sporen door het tot stand brengen van eene interministerieele instelling, gelast die besparingen voor te stellen, en dat, mits zekere voorbehoudingen betreffende enkel den onmiddellijken uitslag van de werkzaamheden der voorgestelde Parlementaire Bezuinigingscommissie, zij in beginsel geene opwerping maakt tegen het tot stand brengen dier commissie.

*
* *

De indieners van het onderhavig wetsvoorstel vragen niet dat de instelling, die zij u verzoeken tot stand te brengen, een soort Parlement in het Parlement worde. De bedrijvigheid van hare leden dient echter niet in een al te engen kring te worden ingesloten; het behoorlijk en redelijk waarnemen van de hun opgelegde taak mag hun niet, stoffelijk gesproken, onmogelijk gemaakt worden.

De leden van de Bezuinigingscommissie moeten de bevoegdheid hebben om tot onderzoek over te gaan, zij moeten hunne opzoeken kunnen doen hetzij in de bescheiden in de ministeriën en in de besturen zoowel te Brussel als buiten Brussel, hetzij door onderzoek ter plaatse of ook door voor hen personen te doen verschijnen om ondervraagd te worden en om de zaken te verklaren.

De Kamer zal, telkens als het past, op de hoogte gehouden worden van de uitslagen der werkzaamheden en studiën van de Bezuinigingscommissie, en wel bij wijze van nauwkeurige en beredeneerde verslagen.

MIJNE HEEREN,

Gij zult ongetwijfeld eenparig van oordeel zijn dat de Bezuinigingscommissie, samengesteld zooals is omschreven in het u voorgelegd wetsvoorstel, aan eene dringende behoefte beantwoordt.

Zij zal de pogingen samenbrengen en groepeeren van hen die, geleid door de beginselen van algemeen belang, er zich om bekreunen, dat men, bij het gebruiken van de beschikbare geldmiddelen en inkomsten van den Staat, zooveel mogelijk de gebreken van inrichting, de zwakheden van het beheer en de verkwistingen vermijde.

MAURICE CRICK.

**Proposition de loi créant une
Commission parlementaire des
économies.**

ARTICLE PREMIER.

Il est constitué au sein de la Chambre des Représentants une Commission permanente de vingt membres qui portera le titre de « Commission des économies ».

ART. 2.

La Commission des économies a les pouvoirs d'investigation les plus étendus soit sur pièces, soit par des enquêtes écrites ou verbales.

ART. 3.

La durée du mandat des membres de la Commission des économies est de quatre ans.

ART. 4.

Ils sont nommés au scrutin secret et à la simple majorité des suffrages exprimés à l'une des premières séances suivant l'ouverture de la session ordinaire de la Chambre des Représentants.

ART. 5.

Par dérogation à l'article 4, les membres de la Commission des économies seront nommés pour la première fois dès la promulgation de la présente loi.

**Wetsvoorstel tot instelling eener
Parlementaire Bezuinigings-
commissie.**

EERSTE ARTIKEL.

In den schoot van de Kamer der Volksvertegenwoordigers wordt, onder benaming van « Bezuinigingscommissie », eene bestendige commissie van twintig leden ingesteld.

ART. 2.

Aan de Bezuinigingscommissie worden de meest uitgestrekte bevoegdheden toegekend tot opzoekingen, hetzij in stukken, hetzij bij wijze van schriftelijk of mondeling onderzoek.

ART. 3.

De duur van het lidmaatschap der Bezuinigingscommissie bedraagt vier jaar.

ART. 4.

De leden worden bij geheime stemming en bij enkele meerderheid van stemmen benoemd op eene der eerste vergaderingen na de opening van het gewoon zittingsjaar van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ART. 5.

Met afwijking van artikel 4, worden de leden van de Bezuinigingscommissie voor de eerste maal benoemd dadelijk na de afkondiging dezer wet.

MAURICE CRICK.

H. CARTON DE WIART.

L. BERTRAND.

JOS. BOLOGNE.

LIONEL PUSSEMIER.

ALBERT DEVEZE.